

Travailleurs

Jun 2007 n°15

pour la reconstruction
d'un parti communiste révolutionnaire

1€

RESISTANCE!

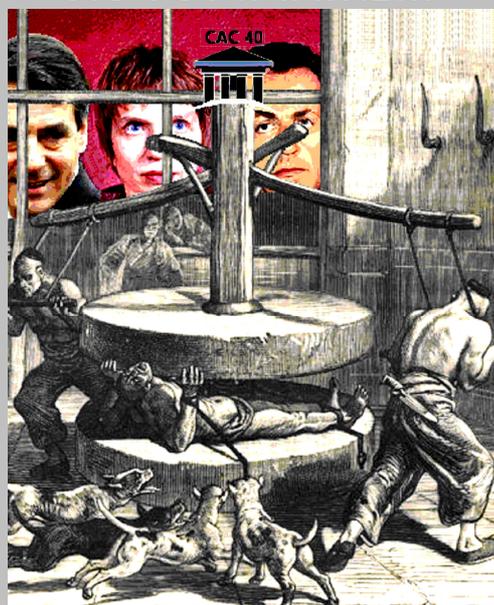
Journal de la Coordination Communiste
Nord - Pas de Calais,
du Cercle Communiste d'Alsace et du
Cercle Communiste de la Région Parisienne



Les élections présidentielles, puis législatives ont rendu leur verdict, installant au sommet de l'Etat une droite sarkoziste dite « décomplexée », c'est-à-dire au fond prête et déterminée à mener la lutte de classe dans le sens des intérêts bien compris des capitalistes.

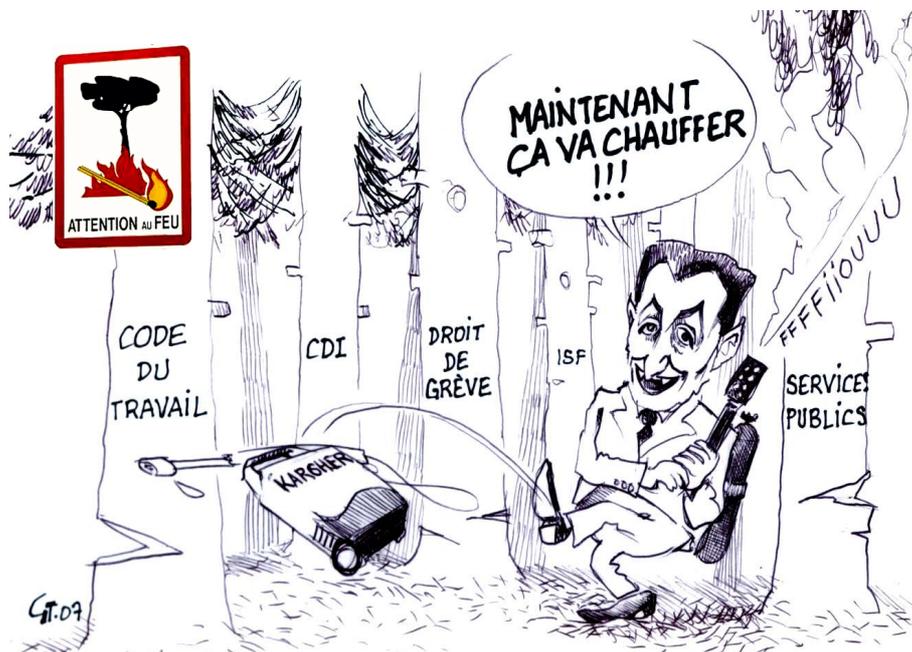
La victoire a été cependant quelque peu gâchée par ce second tour des législatives qui conduit l'UMP et ses alliés à perdre au final 35 députés par rapport à l'assemblée élue en 2002... et à laisser sur le carreau Alain Juppé, n°2 du gouvernement. Cela redonne tout de suite du moral à l'ensemble des travailleurs, montrant que la droite aurait tort de croire à un quelconque « état de grâce ». La Coordination Communiste a contribué à ce premier ressac électoral de l'UMP puisque nous avons appelé, au second tour des législatives, à voter contre les candidats de la majorité présidentielle sarkoziste. Il nous faut préparer de suite le second ressac de l'UMP, dans les luttes, car c'est là le terrain décisif (ainsi la victoire électorale contre Juppé s'est, au fond, construite dans les luttes, tant cet homme-là symbolise depuis novembre-décembre 1995 le mépris de la bourgeoisie pour les travailleurs).

AU SOMMAIRE...



TRAVAILLER PLUS...

- P3 - La justice n'a jamais été aussi répressive ! Serge Portelli
- P4 - Un mensonge de Sarkozy non démenti par les sociaux-libéraux du PS
- P5 - Kouchner, le social libéralisme décomplexé
- P6 - Immigration, identité nationale et classe ouvrière
- P6 - Boutefeu, le bras droit de Sarkozy
- P7 - Sans papiers ... résistants du nouveau siècle !
- P8 - Campagne de Fernent / MTP-S au Sénégal
- P8 - Quarante ans d'occupation en Palestine
- P10 - Chavez et les médias voyous
- P11 - Hommage à Vilma Espin Guillois
- P12 - Les cyber-kalachnikovs de Poutine
- P13 - Présidentielles : retour sur notre campagne « tambour battant » !



Si les luttes sont importantes, c'est que les travailleurs ne doivent compter que sur leurs propres forces... et parce que « l'opposition » social-démocrate, nous le savons bien depuis 1981, n'est pas une opposition au système capitaliste. Intégré dans le bipartisme institutionnel de la cinquième République, le PS est idéologiquement si peu opposé à l'UMP que quelques-uns de ses plus beaux fleurons ont accepté de figurer dans le gouvernement Sarkozy-Fillon : Kouchner, l'homme de l'ingérence humanitaire, en tant que ministre des Affaires étrangères, flanqué de deux autres PS, Jean-Pierre Jouyet, secrétaire d'Etat aux Affaires européennes et Jean-Marie Bockel, secrétaire d'Etat chargé de la Coopération et de la Francophonie. Ainsi les postes en charge de la politique de l'impérialisme français en Europe et dans le monde sont dévolus à des sociaux-démocrates, ce qui démontre bien l'unité de pensée qui peut exister sur ces questions-clés entre les deux grandes forces du bipartisme bourgeois.

Ce gouvernement, où on trouve également des « personnalités » dites de « gauche » telles que Martin Hirsch (Haut-commissaire aux « solidarités actives contre la pauvreté ») ou Fadela Amara, en charge de la « politique de la Ville », c'est-à-dire des banlieues, cherche à se présenter au fond comme un gouvernement « consensuel », « d'union nationale » à l'allemande, mais ce ne sont que des leurres, des camouflages idéologiques pour faire passer la politique anti-sociale au service du capital. Sarkozy l'illusionniste est passé maître dans cet art du brouillage des cartes, n'hésitant pas par exemple, après avoir rendu hommage à Jaurès pendant la campagne, à rendre « hommage » après son élection à Guy Môquet, jeune résistant communiste fusillé à 17 ans à Châteaubriant le 22 octobre 1941: bien sûr, c'est un hommage hypocrite qui taît l'engagement communiste du patriote, qui taît la collaboration de l'Etat français dans l'arrestation du jeune homme et de ses camarades. Mais l'essentiel pour Sarkozy est le « coup politique », le message qu'il adresse en l'occurrence ici aux travailleurs de tradition communiste : il faut anesthésier les esprits, jouer sur les symboles... pour faire passer les mesures concrètes en faveur du capital. L'agenda de ces mesures est connu ; de grandes réformes sont prévues dès cet été : la remise en cause du droit de grève en commençant par le service minimum dans les transports, l'autonomie des universités, une loi sur le « travail, l'emploi et le pouvoir d'achat » qui portera sur les heures supplémentaires et les avoirs fiscaux pour les plus fortunés, la loi sur la récidive et les « peines planchers », et probablement aussi une loi sur l'immigration portée par le ministre Brice « Boutefeu ».

Ce gouvernement va mettre en place une politique qui vise à opposer les Français entre eux, les salariés entre eux. Que ce soit dans le cadre de la politique d'immigration, dans la défense du droit de grève dans les transports, les peines planchers pour tous les justiciables (y compris les militants...), nous devons faire face unis à toutes ces attaques contre les travailleurs et les libertés publiques.



Les atteintes fondamentales à nos libertés vont être le corollaire nécessaire pour essayer de faire taire toute velléité d'opposition et de résistance. Or tous ces mauvais coups ne pourront se voir opposer que la force des luttes sociales, le pouvoir de la rue. Il revient donc à toutes les forces de progrès, et en particulier les communistes, de se préparer à organiser la résistance à cette politique libérale.

Les conditions politiques d'aujourd'hui obligent les communistes à tenir compte de ces circonstances particulières afin de s'engager résolument, sans frilosité, dans la constitution d'un large front antilibéral dans lequel ils seront loyaux, tout en défendant un courant anticapitaliste. Ce fut le sens de notre positionnement au premier tour des élections législatives : nous avons soutenu tous les candidats unitaires présentés ou soutenus par les collectifs anti-libéraux, et à défaut, les candidats du PC, qui reste la principale force anti-libérale (mais, selon notre analyse, pas fondamentalement anti-capitaliste). Le résultat du PC (4,7% pour ses candidats ou apparentés) et le nombre de députés obtenus (18 membres ou apparentés PC) ont surpris plus d'un observateur. Cela montre le potentiel anti-libéral existant à gauche de la social-démocratie.

Dans le même temps, le PC – après son mauvais score aux présidentielles – est au pied du mur et va débattre de son orientation dans le cadre d'un congrès extraordinaire programmé en fin d'année. En tant qu'organisation luttant pour le réarmement idéologique - sur les bases du marxisme-léninisme - du mouvement communiste, nous donnerons notre point de vue dans ce débat. Mais d'ores et déjà nous pouvons dire que sans remise en cause fondamentale de la « mutation » impulsée depuis le milieu des années 90, le PCF continuera à aller dans le mur. Or il y a lieu de s'inquiéter quand on observe les gesticulations de Robert Hue, celui-là même qui a impulsé la dite mutation (avec le soutien malheureusement quasi-total du PC de l'époque). Dès le surlendemain du second tour des élections législatives, lors d'une conférence de presse, il a lancé un appel à la « fondation d'un autre parti politique ». Sera-t-il isolé ? Peut-être, mais il faudra davantage que le maintien du statu quo contre les manœuvres droitières des liquidateurs à la Hue ; il faudra une véritable reconstruction d'une force COMMUNISTE : seulement, nous ne pensons pas que l'actuelle direction autour de Marie-George Buffet en soit capable, elle qui a partagé tous les errements de la période Robert Hue et qui en partage toujours le soubassement idéologique (même si elle s'est montrée plus combative). Le mal est plus profond, plus ancien. Il faut remettre en chantier bien des choses. C'est à ce travail de reconstruction communiste que nous invitons nos lecteurs et sympathisants... en ne perdant jamais de vue que la tâche politique du moment pour les forces éparpillées de la reconstruction communiste est aujourd'hui de s'impliquer dans le travail d'impulsion et d'élargissement du front anti-libéral et d'œuvrer, au sein de celui-ci, à forger une aile anti-capitaliste.

SERGE PORTELLI :

LA JUSTICE N'A JAMAIS ETE AUSSI REPRESSIVE !



AUTOMNE 2006 - RAPPELONS-NOUS...

- Une milice de volontaires est créée,
 - Les travailleurs sociaux sont contraints à la délation,
 - Les matons remplacent les psys,
 - Les mineurs sont emprisonnés comme les adultes,
 - Les maires deviennent des shérifs,
 - Ils convoquent les familles et fichent les « citoyens dangereux »,
 - Ils ont accès aux fichiers des allocations familiales et des absences scolaires,
 - La prévention est remplacée par la répression, ...
- Ca fait peur ? C'est dans le projet de loi de « prévention » de la délinquance du ministre de l'Intérieur Sarkozy.

AVRIL 2007...

Le livre de Serge Portelli « **Ruptures** » est empêché de publication. Il devait être édité par les Editions Michalon qui y renoncent au dernier moment, empêchant toute publication chez un autre éditeur avant les élections présidentielles.

Cet ouvrage décrit les 5 années de pratiques ministérielles de M. Sarkozy que la population est ainsi empêchée de connaître. A posteriori, on devine mieux le pourquoi de cette censure inavouée. L'ouvrage du magistrat, vice-président du Tribunal de Paris et président de la 12^e chambre correctionnelle passe au crible les méthodes démagogiques, inefficaces et dangereuses du 1^{er} flic de France.

3 MAI 2007...

N'en déplaise au prétendant au trône, les Editions L'Harmattan relèvent le défi et le sortent en librairie sous le nouveau titre « **Nicolas Sarkozy: une République sous haute surveillance** ». Le sommaire se passe de commentaires: « *Faux bilan - La prison compulsive - Justice automatique - Mineurs délinquants: le début de la barbarie - Simple, inefficace et dangereux: « tourner la page de la récidive » - Le traitement chimique, c'est pas automatique - Le nouvel asile pénitentiaire - La chasse aux étrangers - L'instrumentalisation des victimes - Une société sous très haute surveillance - Police de garde à vue - La justice, maillon faible de la « chaîne pénale »? - Les vraies ruptures - Les deux Frances* ».

Serge Portelli résume ainsi son livre: « *Le bilan de Nicolas Sarkozy est là, radicalement différent des promesses définitives et des succès autoproclamés: la violence croissante de notre société signe un échec patent. 40000 gardes à vue de plus chaque année n'ont rien résolu. 25000 reconduites à la frontière n'ont servi qu'à abîmer l'image de la France. Inefficace, le candidat veut nous faire partager un grand rêve de rupture. Le pire est à venir, dans le carnet de comportement pour les enfants turbulents de trois ans, le fichage ethnique tous azimuts,*

une justice automatique, un ministère de l'immigration et de l'identité nationale, la disparition de la justice des mineurs, une santé publique de sécurité, une vingtaine de prisons-hôpitaux... Les vraies ruptures sont là, des fractures mêmes, avec nos traditions républicaines et nos principes constitutionnels. Ce livre est là pour qu'on ne puisse pas dire, après, qu'on ne savait pas. »

DEPUIS LE 6 MAI 2007...

A peine élu Chef de l'Etat, faisant même fi du résultat des législatives, M. Sarkozy presse ses ministres de mettre en œuvre son programme sécuritaire. Ainsi, Rachida Dati, sa garde des Sceaux, présente mercredi 13 juin en Conseil des ministres, son projet de loi instaurant des peines plancher pour les récidivistes passibles d'au moins trois ans de prison. Le texte supprime également dans certains cas, l'excuse de minorité. Voilà, la fusée «répressive et dissuasive» est lancée avant l'été. D'autres missiles, notamment sur l'immigration vont suivre incessamment. Un feu d'artifices annonceur de futurs lâchers de bombes anti-sociales de l'automne.

Avant que Serge Portelli ne vienne à Lille, le 30 juin, débattre avec les forces vives du mouvement démocratique et social de son ouvrage mais aussi des innovations judiciaires liberticides du nouveau pouvoir, nous lui donnons déjà la parole. Sur Internet, *Dailymotion* diffuse déjà ses premières réactions à chaud. En voici la teneur :

Est-ce une priorité de lutter contre la récidive?

S. P. « La récidive est un vrai problème. Un vrai. Parmi tous les problèmes de sécurité, parmi tous les problèmes de justice, c'est pas le prioritaire, même si c'est un problème réel.

Mais, c'est pas du tout le problème tel qu'il est présenté par Nicolas Sarkozy. C'est pas ça! Le vrai problème de la récidive, c'est pas quelques criminels graves voire dangereux dont on parle de temps en temps et qui représentent une infime minorité de délinquants.

Ils posent de vrais problèmes néanmoins, ces gens-là. Mais d'essayer d'en faire quelque chose de représentatif de ce qu'est la criminalité, voire la récidive, c'est là encore tromper les gens.

Mais évidemment, il est plus facile d'utiliser la peur des français, et surtout de créer la peur des français.

Eh bien, voilà! Les récidivistes sont à l'origine de tous vos maux, donc on va les régler en premier lieu. Non seulement, c'est un mensonge sur la réalité, sur les chiffres, mais c'est même un mensonge sur l'efficacité. Parce que...enfin, je cite le Président de la République, quand il était encore candidat et qu'il annonçait qu'il allait régler le problème de la récidive avant l'été. Je cite... quand il dit, on va tourner la page avant le mois de

septembre... C'est dommage que personne n'ose lui dire que c'est faux, que c'est tromper les français. Personne, ni lui, ni aucun juge ne règlera le problème de la récidive d'ici le mois de septembre. C'est impossible.

C'est un problème très ancien. En plus on ne le règle pas, on peut faire diminuer un peu la récidive. On peut prendre des mesures de précaution, de protection. On peut faire beaucoup de choses sur les victimes. Il y a un vrai travail à mener, un long travail et un travail scientifique à mener avec le temps. Mais surtout avec l'intelligence, pas avec la peur! »

Que pensez-vous des peines plancher?

S. P. « Je sais pas. C'est comme si vous aviez dans une salle d'attente de médecin quelqu'un qui souffre de la tuberculose, d'une fracture du fémur, d'une grippe. Voilà... Et puis, vous avez le médecin qui dit: voilà, on va faire une dose massive d'antibiotiques. Et puis,...repartez. Je vous donne une ordonnance à chacun. C'est stupide ! Eh bien... si vous voulez, les récidivistes, c'est ça. Il y a autant de variétés, de personnalités, d'actes, d'infractions, de parcours, de victimes que dans les cas de maladies que je vous citais. Donc, on ne peut pas remplacer le juge. Le législateur, le parlement, le gouvernement ne peut pas dire à la place du juge à l'avance quelle va être la peine.

Un jury enfin, pas forcément un juge, mais n'importe qui, qui a à juger une affaire, même si c'est un récidiviste, même si c'est un criminel, quand il voit la personne, eh bien - je ne dis pas qu'il oublie l'acte - mais il va essayer dans sa tête, dans son cœur, dans son jugement de concilier les deux.

C'est toute la différence entre lire un dossier et puis vivre un acte de justice, juger. Et juger, c'est ça! Si vous voulez. Juger c'est pas quelque chose d'automatique. Pas plus que n'importe quelle activité humaine.

A partir du moment où vous avez une personne en face de vous, à partir du moment où vous lui parlez, où vous l'écoutez, il y a un lien. Il n'y a plus d'automatisme.

Le principe de la peine plancher, c'est de décerveler le juge et de dire: on pense à la place du juge, on réfléchit à sa place. Eh bien... Non! C'est pas possible. Ce n'est plus de la justice, on passe dans autre chose, c'est de l'administration. C'est le fonctionnement d'un logiciel, si vous voulez. Mais, ce n'est plus de la justice! La justice, c'est nécessairement autre chose. La justice, c'est nécessairement quelque chose qui s'adapte à la fois à l'infraction qu'on lui soumet et à toutes les personnes qui sont là dans le procès, dans la salle d'audience. Et ça, on ne peut pas y échapper.

Mais, il faut choisir. On peut choisir une justice automatique, mais on changera de République!... »



Que pensez-vous du traitement de la délinquance des mineurs ?

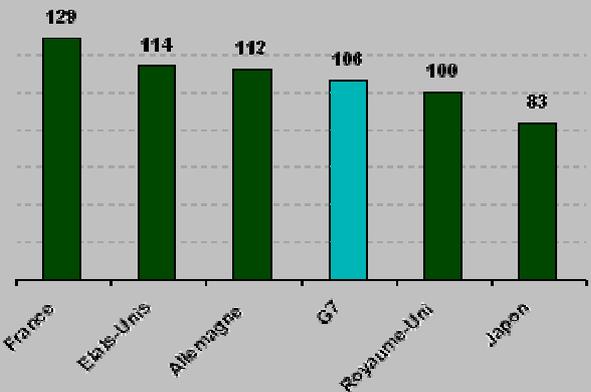
S. P. « Prendre une mesure démagogique en disant, on va baisser, ou en tout cas on va restreindre les cas dans lesquels on accorde l'excuse de la minorité, mais c'est stupide, ça n'apporte rien. C'est répondre à côté, mais de façon criante. Si vous

PRESIDENTIELLES : Les mensonges du candidat Sarkozy non démentis par les sociaux-libéraux du PS

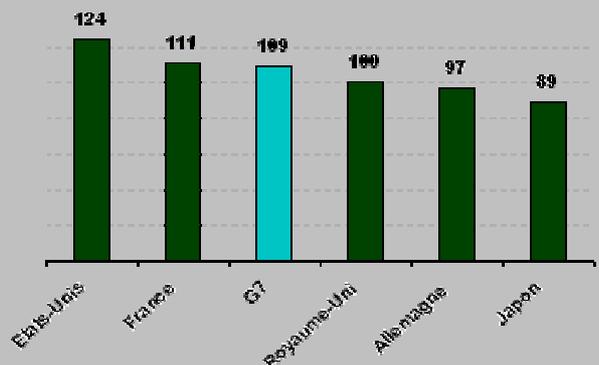
Sarkozy a lancé son slogan « travailler plus pour gagner plus ». C'est un renversement libéral, voire ultra-libéral de la célèbre formule du « droit à la paresse » du marxiste français du 19^{ème} siècle Paul Lafargue. Les sociaux libéraux du PS et leur candidate Ségolène Royal sont restés bouche cousue devant cette terrible régression sociale envisagée par le candidat Sarkozy. En effet, le mensonge sarkoziste est gros sur la place réelle de la France en matière de productivité et d'heures travaillées. Les tableaux que nous publions en sont des illustrations indéniables. Il faut noter la complicité frappante des soi-disant « experts » et des médias sur cette désinformation-manipulation des électeurs.

La victoire de Sarkozy est ainsi avant tout idéologique. C'est la droite surfant sur la défaite de la première expérience révolutionnaire communiste, celle de l'URSS, du camp socialiste et sur la débandade du mouvement communiste. Sarkozy a pu mentir ainsi ouvertement sans aucun démenti du PS et de Ségolène Royal, qui ont troqué leurs orientations keynésiennes contre le social-libéralisme. Ce fait objectif est une nouvelle preuve que le PS est devenu le parti de la « gauche » du capital. Le rôle du PS est de compléter le dispositif du bipartisme par lequel le capital impose sa dictature de classe sous une forme en apparence « démocratique ». C'est ce carcan qu'il faut rompre par le front anti-libéral dont le peuple et les travailleurs ont besoin pour ouvrir la voie à la lutte anti-capitaliste, pour briser la machine d'Etat capitaliste et instaurer le pouvoir du prolétariat.

Office for National Statistics – 2005 (base 100 pour Royaume Uni)



Niveau de PIB / heure travaillée au sein des pays du G7



Niveau de PIB par salarié au sein des pays du G7

Bernard Kouchner

Le social-libéralisme décomplexé

Pour la droite, Bernard Kouchner symbolise l'ouverture à gauche. Pour la « gauche » socialiste, il symbolise le trahison. Il n'est en fait ni l'un ni l'autre.

Le parcours politique du nouveau Ministre des Affaires Etrangères en dit long sur le judicieux choix de notre mini-Bush... Le sac de riz sur l'épaule au milieu des photographes, il est d'abord le promoteur du concept d'ingérence humanitaire, concept qui a si bien servi la cause des puissances impérialistes en Afrique, au Moyen Orient, en Asie Mineure. Le « droit d'ingérence » est sans doute aujourd'hui pour les marines US la meilleure façon de violer le Droit International sous les applaudissements de l'opinion publique. De 1999 à 2001, le *french doctor* passe aux travaux pratiques de l'impérialisme en devenant le gestionnaire des affaires américano-européennes au Kosovo « libéré » par l'OTAN, sous couvert de l'ONU.

Si sur le plan national, il incarne assez bien la mutation naturelle de la social-démocratie française en un social-libéralisme en harmonie avec le blairisme européen (il se prononça pour le CPE, pour la privatisation d'EDF, pour la Constitution Européenne, il fut un des leaders de la tendance d'union PS-UDF, etc.), il est sur le plan international l'un des seuls politiques de « gauche » à avoir approuvé l'agression de l'Irak par la coalition menée par les USA, l'un des trois seuls français figurant parmi les 125 signataires américano-sionistes du PNAC¹, projet bushiste de « guerre des civilisations » à l'échelle planétaire (avec Pascal Bruckner et André Glucksmann). Dominique de Villepin, ex-ministre des Affaires Etrangères encore fidèle à la tradition gaulliste d'impérialisme « non-aligné » aux USA, avait incarné symboliquement aux yeux de la « communauté internationale » le NON à la guerre en Irak... Dans la nouvelle ligne plus nettement atlantiste de Sarkozy, qui d'autre qu'un médiatique homme de « gauche » parviendra dans un avenir proche à faire accepter au peuple français, encore très « anti-guerre », l'envoi de troupes nationales à Bagdad, Téhéran ou Damas ?



1 - *Project for a New American Century*, Cercle néo-conservateur de 25 membres (dont les plus éminents sont Kristol, Wolfowitz, Cheney, Perle, Rumsfeld, Jeb Bush, Fukuyama, etc.) pour la promotion d'un *American Global Leadership*.

voulez, j'allais presque dire: c'est refuser, mais de façon délibérée, de voir les vrais problèmes. Et en plus, le pire si vous voulez, s'agissant des mineurs, c'est refuser vraiment de voir en fait que la justice des mineurs, c'est un grand progrès de l'humanité. Et en disant cela, je mesure mes mots.

La justice des mineurs, elle ne s'est pas créée comme ça d'un coup de baguette magique. C'est quelque chose qui est venu progressivement dans le courant du XIX^{ème} siècle, avec tout les progrès de la médecine, de la psychiatrie, de la psychologie de l'enfant, toutes les sciences humaines qui ont progressé dans ce domaine-là. La justice des mineurs, c'est une institution qui a accompagné, qui a suivi en fait ce grand mouvement. Quand je dis progrès de l'humanité, c'est ça... Freud, Dolto et tous les grands noms de la psychiatrie, de la psychanalyse,... ils ont amené quelque chose, et qu'est-ce qu'ils ont amené ? Une nouvelle vision de l'enfance et surtout, pour ce qui nous préoccupe, de l'adolescence. L'adolescent, c'est un être qui est encore en formation. Ce n'est pas un adulte. Vous voyez, on pourrait s'arrêter là. Une fois qu'on a dit ça, on a tout dit! »

Pour contrer et faire échouer les dangereux projets du charlatan Sarko, pour battre en brèche la démagogie Dati, ayons toujours bien en tête cette mise en garde de l'auteur (p.195): « **Répondre à la violence par la violence est une erreur tragique qui ne ferait qu'amplifier le phénomène. On ne peut indéfiniment augmenter le contrôle social. On ne peut en permanence répondre par la répression, par la criminalisation des comportements. On ne peut indéfiniment augmenter le nombre des policiers, des fichiers, des prisons. Car au bout de toutes ces ruptures, il y a la rupture avec notre identité proche, celle d'une France tolérante, ouverte, diverse, libre et exigeante qui fait notre fierté.** »

"Nicolas Sarkozy: une République sous haute surveillance"
de Serge Portelli - éd. L'Harmattan - 198 p., 19 €-
Librairie L'Harmattan 35 rue Basse 59000 LILLE.



LA RACAILLE DE LA RÉPUBLIQUE SARKO



Promotion à venir

Robert Ménard - Claude Allègre
Philippe Herzog - Anne Lauvergeon
Daniel Cohn-Bendit - Nicole Notat

Le ministère de l'immigration et de l'identité nationale, et la composition sociologique de la classe ouvrière de France

Il existe désormais un ministère de l'identité nationale. Derrière cette nouvelle appellation il y a une logique dangereuse à laquelle la classe dominante veut nous habituer : diviser ceux qui devraient être unis et unir ceux qui devraient se combattre. Dans ce nouveau piège idéologique, il y a l'idée que la frontière, ce n'est plus la classe sociale mais « l'identité nationale » des uns et des autres. Pour comprendre ce piège, il suffit de prendre en compte le fait que près d'un tiers de notre classe ouvrière est issu de l'immigration venant des anciennes colonies françaises. Autrement dit, si les travailleurs immigrés avaient eu le droit de vote, Sarkozy n'aurait pas été élu... On comprend mieux la volonté d'imposer l'identité comme frontière. On comprend mieux la crainte des dominants de voir se construire l'unité de notre classe indépendamment des « identités ».

Je suis le bras droit de Sarkozy!

En créant mon Ministère, celui de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Co-développement, il a conçu pour moi un vrai Kit du Tout-en-Un, un mini-gouvernement, un domaine réservé!

En effet, grâce à sa sagacité, je suis à moi tout seul une Super-préfecture de Police de l'Air et des Frontières, le Gardien en Chef de la France forteresse, un Observatoire central de la clandestinité, un Aéroport de vols charters permanents, un mégalo Etat Civil de l'Immigration, des Mariages et de la Naturalisation, un Organisme de Surveillance des Pratiques Religieuses à risques, le Contrôleur principal des Primo-arrivants, le Promoteur du Code des Conduites républicaines et Vérificateur de la bonne Maîtrise du français, une Agence Nationale de l'Emploi des Migrants, un Bureau Central d'Expertise des Demandeurs d'Asile, une Interface du MEDEF pour les flux tendus de main d'oeuvre saisonnière, Jacques Foccart, Charles Pasqua et Jean-Christophe Mitterrand réunis, le Prospecteur privilégié de Contrats et Gisements juteux pour Industriels métropolitains, un INTERPOL Africain, la Vigie Elyséenne de toute la Françafrique et des ex-Colonies, le ramasseur de ragots et petit rapporteur des allées du pouvoir, la souris-espion de Bush pour les "menaces terroristes", le dépositaire de l'identité nationale, le CHANTRE DE LA RECOLONISATION. Merci Nico, pour cette synergie tentaculaire! Mais n'est-ce pas un peu explosif à moyen terme, un tel condensé de pouvoirs?

BRICE BOUTEFEU

Je suis un flic comblé!

Dans ma nouvelle fonction, je peux enfin faire du chiffre. 24 h sur 24, je traque, je rafle, je trie, j'expulse sans merci les sans-papiers et leurs enfants. Record à battre cette année: 27 000! A Roissy, mes charters décollent sans répit de jour et de nuit.

Je suis devenu un vrai chasseur de têtes!

Mes services ont pour mission de choisir et recruter dans nos ex-colonies la main-d'œuvre adéquate qui nous manque ici : disciplinée, taillable et corvéable à merci. Nicolas appelle ces embauches en brousse et outre-mer : les safaris de l'emploi.

La régularisation, une affaire de patrons!

Cette immigration choisie, une fois débarquée en métropole, nous l'encadrons, la surveillons, la formons, la sous-traitons pour les chefs d'entreprise. Si après maints examens de passage, cette population nous semble intégrable et exploitable, alors nous lui délivrons des papiers français. Car enfin! « L'identité nationale, ça se mérite... ! »



Hommage au courage et à la détermination des combattants sans-papiers du CSP 59! Camarades, vous êtes les résistants du nouveau siècle !



Qui donc, mieux que vous, peut attester du glissement progressif de l'Etat français vers un Etat autoritaire de plus en plus répressif ?

Qui donc, mieux que vous, enjeu et boucs émissaires de chaque élection, peut comprendre la duperie du manège électoral de l'alternance bourgeoise, de la valse des promesses sans lendemains et des dangers du nouveau bipartisme ?

Qui donc, mieux que vous, journellement poursuivis, interpellés, brutalisés, jugés en comparaison immédiate, incarcérés, déportés comme du gibier, peut témoigner que le beau pays des droits de l'Homme n'est plus terre d'asile mais territoire de non-droits ?

Qui donc, mieux que vous, peut vérifier que la liberté d'émigrer, de circuler, de résider n'est en fait réservée qu'aux privilégiés, bons blancs citoyens européens, « libérés » du communisme ou aux nantis de vos pays d'origine ?

Qui donc, mieux que vous peut discerner que la remondialisation capitaliste à l'œuvre sonne le retour de l'esclavage moderne, d'une version « civilisée » de la traite des nègres ?

Qui donc mieux que vous, héritiers des héroïques tirailleurs algériens, sénégalais,...de la deuxième guerre mondiale, peut mesurer jusqu'où mène le poison du racisme et du fascisme ?

Votre conscience confrontée aux dures réalités est toujours en alerte, vous êtes en première ligne, vous êtes les coupables désignés, les victimes expiatoires des affiches roses ou bleues des politiciens de notre époque.

Vous, vos familles, vos enfants, cumulez toutes les souffrances du genre humain. Vous êtes les victimes de toutes les misères générées par le capitalisme, son système oppressif et exploiteur poussé à l'extrême. Vous vivez toutes les discriminations à la fois, dans tous les domaines: le travail, la santé, l'éducation et le logement,... C'est-ce qui fait votre indicible malheur mais en même temps rend inébranlable votre volonté de résister pour enfin exister.

« *Ceux qui vivent sont ceux qui luttent. Ceux dont un dessein ferme emplit l'âme et le front!* » disait Victor Hugo.

Bien que condamnés perpétuellement à la clandestinité, sous tous les ministères Pasqua, Debré, Chevènement, Vaillant, Villepin, Sarkozy et maintenant Marni-Hortefeux, n'ayant aucun droit de vote ou d'expression électorale, vous avez su vous inviter et vous imposer comme jamais dans cette campagne des présidentielles et législatives. Nous vous félicitons pour vos multiples actions, notamment vos occupations de mairies, de facs, de sièges patronaux,...

Alors que dans la France « démocratique » de 2007, l'abstention atteint désormais des records inégalés, vous, vous sortez de l'ombre et frappez fort. Votre combat audacieux et opiniâtre est un exemple à méditer, à imiter par tous les autres travailleurs, si nous voulons tous ensemble prévenir et éradiquer la barbarie sociale qui irrésistiblement s'annonce.

LES ELECTIONS AU SENEGAL : Progrès notables de nos camarades de Ferñent / M.T.P-S !

« Partout où nous avons fait campagne, des gains en voix non négligeables ont été obtenus : 717 voix à Dakar, 133 à Koungheul, 89 à Linguère, 246 à Tamba, 106 à Ziguinchor, 480 à Dagana. Là où nous avons centré nos efforts, nous arrivons deuxièmes ou troisièmes dans plusieurs centres de vote. C'est par exemple le cas dans la commune de Richard-Toll à forte concentration ouvrière et paysanne, à Koungheul chez les paysans et les éleveurs ou dans l'immigration en France :

- à Richard-Toll, nous faisons 7,55% à Richard-Toll Escale, 7% à Ndombo Alarba, 9% à Campement, 7,8 % à Campement Souleymane, 5,17% à Khouma Mbodienne et un total dans la commune de 319 voix, soit 3,4% ;

- dans le département de Koungheul nous arrivons deuxièmes à Piram, à Thiarème (Missirah Omar Sarr) avec 13,2%, troisièmes à Sidack, deuxièmes à Koungheul Socé avec 4% ;

- dans l'immigration en France, nous faisons 1,25% à Paris, 4,26% à Lille, 1,2% à Lyon.

Ces résultats sont supérieurs de 5 à 8 fois le pourcentage national de la liste (0,4% correspondant à 6.848 voix selon les résultats provisoires) ».

Ces résultats des législatives montrent un début d'implantation nationale de nos camarades au Sénégal. Ferñent/ M.T.P-S a mené une campagne marquée par la mise en avant de candidats ouvriers, paysans et issus des classes populaires : « Rompant avec les campagnes centrées sur les interventions d'un « leader », nos temps d'antenne à la télévision, les participations à des émissions de télévisions privées et radios privées, les visites de proximité dans les quartiers populaires, à la sortie des usines, dans les champs, chez les éleveurs, ont été autant d'occasions de donner la parole à la sève de notre peuple, les producteurs de toutes les richesses de notre pays. Tout le Sénégal a vu à la télévision un village de bergers peuls entonner le nom du parti Ferñent comme un slogan ; une coiffeuse de modeste condition à Grand Dakar parler de l'abandon des populations des quartiers populaires par l'Etat ; une « bonne de maison », un gardien, un paysan, un chauffeur de taxi brousse, un ouvrier agricole, un agent du loto, un assistant social, des syndicalistes ; en un mot

les sans voix du Sénégal ont dénoncé le FMI et la Banque Mondiale, la vie chère, le chômage, l'enrichissement malhonnête des profiteurs de l'Etat sur le dos du peuple, le sabotage de l'école, de la santé et la misère des populations laborieuses. **A Ndombo Alarba, le recueillement sur la tombe de notre regretté BIRANE GAYE, fondateur de Ferñent en 1983, a été l'occasion de décliner notre identité. Ces militants politiques au service des travailleurs ont ainsi fait le lien entre le sort désastreux du peuple et l'oppression impérialiste, la trahison des intérêts nationaux par les libéraux au pouvoir.**

Nous avons donné la parole aux masses exploitées et opprimées, parce que nous sommes convaincus qu'elles seules peuvent être les actrices de leur propre émancipation. Voilà un travail qui permet de commencer à passer de la visibilité de Ferñent au sein du milieu militant politique et syndical dans notre pays à un début de visibilité au sein même des larges masses de notre peuple ».

Ferñent/ M.T.P-S a adressé à la Coordination Communiste ses vifs remerciements pour l'aide internationaliste que nous lui avons apportée : « Nous mesurons la portée internationaliste de cette aide précieuse, après celle de décembre. Et nous pouvons vous dire, au lendemain du 3 juin, qu'elle a servi largement à fortifier les positions révolutionnaires anti-impérialistes dans les masses ouvrières et populaires. »

Nos camarades concluent : « **Il s'agit maintenant d'œuvrer à organiser les candidats et les électeurs pour qu'ils s'engagent au quotidien auprès des masses en lutte et préparer ainsi les échéances électorales futures, notamment les municipales.** Les masses ne s'y trompent pas, même celles qui n'ont pas voté pour nous, quand elles nous disent : « vous avez prouvé qu'on peut battre le pouvoir de l'argent ». Les mêmes populations ont résumé l'essentiel de ce qui nous attend : la continuité dans le travail de défense intransigeante des revendications des populations, leur organisation pour faire face à ceux qui dilapident les deniers publics, pour libérer le pays et pour contribuer à la libération de l'Afrique du joug de la domination impérialiste ».



LA GUERRE DE QUARANTE ANS EN PALESTINE : L'EXTENSION D'UNE COLONISATION COMMENCEE EN 1947

Juin 2007 est le triste quarantième anniversaire de la dite « guerre des six jours » qui s'est conclue par l'occupation par l'armée israélienne, de Gaza, de la Cisjordanie, d'El-Qods Est (Jérusalem-Est), du Golan, du Sināï et d'une portion du territoire libanais (les fermes du Chabaa). Le consensus médiatique et politique se réalise sur un mensonge : le conflit israélo-palestinien daterait de cette guerre. Il s'agit là d'un mensonge flagrant ayant un objectif

précis : présenter la guerre des six jours comme une agression arabe, et l'occupation israélienne comme le résultat de cette agression. Les causes et les conséquences sont inversées, ce qui permet de présenter l'agresseur comme une victime et inversement.

En réalité la guerre d'agression contre les palestiniens n'a pas quarante ans mais soixante ans. Dès l'annonce en 1947 par le gouvernement britannique qu'il mettrait fin à

son mandat sur la Palestine, les groupes terroristes sionistes sèment la terreur pour pousser la population palestinienne à quitter leurs terres et leurs villages. La proclamation de l'état d'Israël le 15 mai 1948 (date que les palestiniens appellent al nakba : le désastre) se traduit par une intensification et une généralisation de cette politique de terreur. Oublier de mentionner ces racines historiques datant de 1947, c'est se condamner à ne comprendre ni la guerre de 1948, ni celle de 1967. Toutes les deux sont des guerres de résistance à la colonisation sioniste et non des guerres d'agression arabe contre Israël. 1967 est le résultat de 1947. L'enjeu est de taille :

- situer l'origine du conflit en 1967, c'est accorder une légitimité à l'essentiel des arguments de l'état israélien : nécessité de se protéger et donc de créer des « frontières sûres » ; refus du retour des réfugiés des années 47-48 ; mythe de l'agression arabe à l'origine du conflit ; etc. Au mieux, cette date prise comme cause de la situation conduit à condamner les « excès » de la colonisation sioniste tout en reconnaissant la nécessité et la légitimité.

- situer l'agression en 1947, c'est pouvoir caractériser clairement l'agresseur et la nature de la guerre : une guerre de conquête et de colonisation visant à l'implantation d'un Etat au service de l'impérialisme américain dans une région stratégique en raison de ses ressources pétro-gazières. En témoigne le veto systématique des Etats-Unis aux quelques 60 résolutions de l'ONU condamnant l'Etat d'Israël.

Depuis plusieurs années on nous ment également à propos du soi-disant « processus de paix ». Celui-ci serait en échec en vertu de la haine entre juifs et arabes, des excès de tel ou tel groupe palestinien, de la corruption de l'état palestinien, de l'intégrisme musulman, etc. Ces explications visent à cacher une réalité : la volonté d'imposer un « bantoustan » palestinien que l'on appellera « Etat » pour délégitimer et isoler toute résistance.

Outre le fait que ce « processus » limite les terres occupées illégalement par Israël à la Cisjordanie et à

Gaza, il passe sous silence l'occupation d'une part importante de ces deux territoires : colonies israéliennes qui continuent à se développer (450 000 colons y sont déjà présents et ils augmentent au rythme de 5.5 % l'an); zones militaires israéliennes sur ces territoires; les réserves dites naturelles; les routes construites pour les besoins de l'armée; les terres volées pour construire le « mur de séparation »; etc. Ces occupations couvrent près de 40 % des territoires de l'autorité palestinienne et le reste est de surcroît partagé en huit poches. Aucun état viable n'est possible dans ces conditions, il s'agit bien d'un bantoustan.

Inévitablement cette situation ne peut que provoquer des résistances dans des formes dépendant du rapport des forces du moment. Les agresseurs le savent et s'y préparent : c'est le projet de redessiner l'ensemble de la région. Les guerres du passé (Irak, Syrie, Liban, etc.) comme les agressions du présent et du futur (Iran, Liban, etc.) sont liées à ce projet permettant d'assurer un contrôle de l'ensemble de la région et des richesses qu'elle possède. C'est le cas actuellement au Liban où des groupes intégristes religieux sont instrumentalisés pour déstabiliser l'unité nationale libanaise qui a infligé une défaite à Israël. C'est le cas également en Palestine où le Mossad et les services secrets israéliens attisent les rivalités entre les différentes composantes de la résistance palestinienne.

Les conflits fratricides qui divisent les palestiniens ne sont pas le fait du hasard mais le résultat d'un plan de longue haleine fomenté par les USA et Israël afin d'empêcher l'unité de la résistance. Après avoir soutenu le Hamas contre la gauche palestinienne afin de l'affaiblir, après avoir refusé le verdict des urnes du peuple palestinien, après avoir asphyxié le peuple palestinien en lui supprimant les aides internationales, etc., voici que les impérialistes instrumentalisent une partie droitière du Fatah pour déclencher une guerre civile. L'objectif de cette guerre civile télécommandée de Tel-Aviv et de Washington est triple : provoquer un exode du peuple

palestinien vers les autres pays arabes ; organiser une scission de l'autorité palestinienne entre un Gaza géré par le Hamas et une Cisjordanie gérée par le Fatah et ainsi leur imposer à tous deux de nouvelles concessions ; saper les bases internationales du soutien à la lutte du peuple palestinien.

Pour nous, communistes d'un pays impérialiste, nous devons soutenir toute initiative assurant l'unité nationale de la résistance, qui est la voie incontournable des luttes de libération nationale, que ce soit en Palestine, au Liban ou ailleurs. C'est l'analyse juste de nos camarades communistes palestiniens du FPLP que nous devons plus que jamais aider, conformément à notre idéal d'internationalisme prolétarien.

Palestine vaincra !



Journée internationale d'action contre l'occupation israélienne manifestation à Lille le 9 juin

La « démocratie » des médias voyous...

Pétition de soutien au gouvernement vénézuélien,
par Annie Lacroix-Riz, historienne à Paris VII

Depuis plusieurs semaines, la décision qu'a prise le gouvernement du Venezuela de ne pas renouveler la licence d'émission qui venait à échéance le 27 mai d'une chaîne privée de télévision, *Radio Caracas Television* (RCTV), soulève dans la grande presse française un tollé général. Ladite chaîne n'a cessé d'appeler au renversement d'un gouvernement démocratiquement constitué et a activement secondé le coup d'Etat militaire soutenu par le gouvernement des États-Unis tenté contre Hugo Chavez en avril 2002. Cette tentative eût pu valoir à cet organe interdiction immédiate sans que la démocratie fût menacée, bien au contraire. Le non-renouvellement récent de son privilège d'émission ne l'empêchera d'ailleurs pas de poursuivre ses activités.

Nos grands médias sont contrôlés par les maîtres de l'aéronautique, du bâtiment et par les successeurs du Comité des Forges. Ils jugent intolérable, ici et ailleurs, que le monopole de l'argent sur l'ensemble des moyens de communication soit ébréché, fût-ce à peine: au Venezuela, le secteur privé, violemment hostile au gouvernement de «ceux d'en bas», continue à contrôler la quasi totalité des moyens d'information.

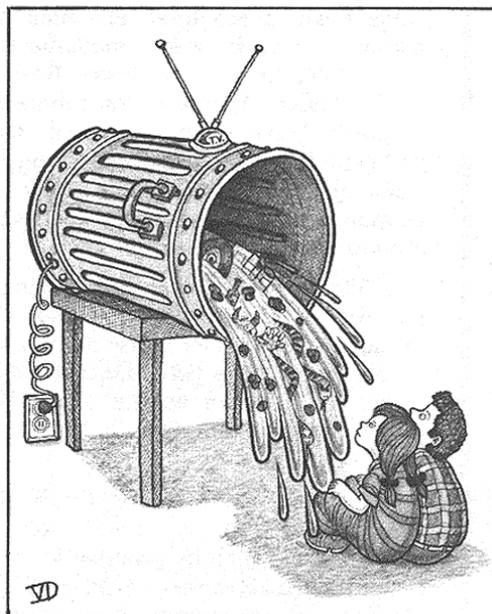
Au Royaume-Uni et aux États-Unis, des intellectuels et acteurs du mouvement social (www.medialens.org, texte du 13 juin 2007) se sont prononcés en faveur des droits du gouvernement du Venezuela confronté, sur ce dossier comme sur bien d'autres (à commencer par la maîtrise de ses sources d'énergie), à une très puissante coalition nationale et internationale. Il n'y a pas de honte à soutenir ceux qui veulent affecter une partie des gains de la production pétrolière aux besoins pressants de la population. C'est plus utile et efficace que de verser des pleurs sur le sort des victimes des putschs militaires, liquidées d'emblée ou entassées dans les stades avant tortures et assassinats. Comme au Chili en 1973 – exemple de « guerre civile étrangère » dont on n'ignore plus rien, concernant la contribution étrangère, depuis un certain temps. Il conviendrait donc en France d'agir de même, et de résister aux sirènes d'un prétendu « soutien à la liberté d'expression », formule masquant en l'occurrence l'interdiction de tout

droit d'expression à ceux qui ne possèdent pas les grands médias.

Voilà pourquoi nous nous rallions à la lettre pleine de bon sens que plusieurs députés, syndicalistes, universitaires et personnalités du monde culturel britannique, tel Harold Pinter, ont publiée dans le journal *The Guardian* du 26 mai 2007. Comme nos homologues britanniques, dont nous citons le texte, « nous croyons en la légitimité de la décision du gouvernement vénézuélien de ne pas renouveler la licence d'émission de RCTV qui expirait le 27 mai étant donné que la RCTV a usurpé son accès aux ondes publiques pour appeler à maintes reprises au renversement du Président Hugo Chavez, un gouvernement démocratiquement élu.



Dessin extrait du site Internet « Joven Guardia », jeunesse communiste vénézuélienne



La RCTV a fourni une aide pratique essentielle au renversement du gouvernement élu du Venezuela en avril 2002, au cours duquel au moins 13 personnes ont trouvé la mort. Pendant les 47 heures au cours desquelles les conspirateurs ont été au pouvoir, ils ont violé en grande partie la Constitution démocratique du Venezuela – notamment en dissolvant l'Assemblée Nationale, la Cour Suprême et d'autres institutions de l'État. La RCTV a incité le public à manifester et à renverser le gouvernement et a été complice du coup d'État en déformant délibérément la réalité de ce qui se passait et par la suite en faisant un black-out des médias. Son directeur de production André Izarra, qui s'est opposé au putsch, a immédiatement donné sa démission pour ne pas devenir complice de ce coup d'État. Il ne s'agit pas là d'un cas de censure. Au Venezuela, plus de 90% des médias sont contrôlés par le secteur privé et s'opposent de manière virulente au gouvernement de Chavez. La RCTV, loin d'être réduite au silence, est libre de continuer à émettre par satellite et par le câble. Au Venezuela comme en Grande Bretagne [en France et ailleurs], les stations de télévision doivent adhérer aux lois et règles qui régissent la diffusion. Imaginez les conséquences si la BBC et ITV [et toutes les chaînes de France] avaient été partie prenante d'un coup d'État contre le gouvernement. Le Venezuela mérite la même considération».

Paris, le 16 juin 2007

Pour signer cette pétition,
s'adresser à Annie Lacroix-Riz :
annie.lacroix-riz@wanadoo.fr

Hommage à **VILMA ESPIN GUILLOIS**

Vilma Espin Guillois, épouse du président cubain par intérim, Raul Castro, est décédée lundi 18 juin* à l'âge de 77 ans. Elle est morte après une longue maladie, selon un communiqué officiel lu à la télévision cubaine. Dernière égérie de la révolution cubaine, elle était l'une des femmes les plus populaires de la scène politique. Elle était aux côtés de Che Guevara dans l'armée rebelle révolutionnaire. Elle a notamment œuvré pour l'émancipation des femmes et la défense des droits des enfants au sein de la société cubaine. Vilma Espin Guillois a suivi des études d'ingénieur chimiste à Cuba, les a poursuivies au Massachusetts Institute of Technology (MIT) de Boston, avant de rejoindre, dans les années 1950, la guérilla qui a renversé la dictature de Batista. Elle est la personnalité la plus symbolique de la révolution cubaine à disparaître depuis la mort en 1980 de Célia Sanchez, l'une des plus proches camarades de Fidel Castro. Pourtant issue d'un milieu aisé - son père fut l'un des dirigeants de la distillerie de rhum Bacardi - elle rejoint les rebelles de la guérilla castriste dans les montagnes de la Sierra Maestra et se lie avec le frère cadet de Fidel Castro. Sa mère, d'origine française, était apparentée au socialiste Paul Lafargue, auteur du *Droit à la paresse*, qui avait épousé Laura Marx, la fille de Karl.

Vilma Espin et Raul Castro se marient en 1959 à La Havane après la fuite de Batista et la victoire des rebelles. Un an plus tard, Castro lui demande de fonder la Fédération des Femmes de Cuba, organisation destinée à mobiliser les femmes en faveur de la révolution et à faire progresser l'égalité des sexes. Cette organisation compte aujourd'hui 3,6 millions d'adhérentes, soit 85% de la population féminine de l'île. Elle était membre du Comité central du PCC depuis sa création en 1965, membre du bureau politique de 1980 à 1991 et continuait à siéger au Conseil d'Etat.

Ignacio Ramonet : *Beaucoup de femmes ont participé à la lutte contre Batista. Vous même avez cité Haydée Santamaria et Melba Hernandez, qui étaient déjà avec vous au moment de l'assaut de la caserne Moncada. Et nous pourrions nommer d'autres révolutionnaires célèbres comme Célia Sanchez ou Vilma Espin. Je voudrais savoir s'il y a eu des femmes combattantes dans la sierra.*

Fidel Castro : Oui, dans la sierra, j'ai organisé une unité de femmes, les « Marianas ». Nous prouvions que les femmes pouvaient être d'aussi bons combattants que les hommes. J'ai dû me battre âprement contre le machisme. Après la dernière offensive de Batista, nous avions des armes plus légères qui leur étaient réservées, et certains disaient : « Comment veux-tu qu'on donne des M1 à des femmes ? » Je répondais : « Laissez les moi, je m'en occupe. » Je réservais la phrase suivante à certains d'entre eux : « Tu sais pourquoi je leur donne des M1 ? Parce qu'elles sont de meilleurs soldats que toi. »

J'ai personnellement entraîné les premières unités de femmes combattantes, et leur comportement a été excellent, meilleur même que celui de la moyenne des hommes ; je n'ai aucune raison de travestir les faits. Elles étaient dans l'active sur le front, et pas attelées à des tâches administratives.

Extrait de « **Fidel Castro, Biographie à deux voix** » - Ignacio Ramonet. Editions Fayard, 2006. Page 209

* C'est avec une grande tristesse que nous avons appris le décès, le même jour à La Havane de

Marie-Dominique Bertuccioli

Une camarade française, journaliste à *Radio Habana Cuba* depuis 1977. Une authentique internationaliste, connue de tous les militants pour deux de ses ouvrages :

Le dossier Robert Ménard: pourquoi RSF s'acharne sur Cuba? et *Che, Commandant ami*.

« Elle avait renoncé à sa terre natale pour s'identifier avec enthousiasme, corps et âme à la lutte de son île d'adoption, qu'elle aimait plus qu'elle-même. » écrit le journal *Granma* dans son hommage.



Les cyber-kalachnikovs de Vladimir Poutine

Réagissant au tir d'un missile expérimental russe le 29 mai dernier, le président vénézuélien Hugo Chavez déclarait « En Russie, il y a un président de courage qui parle clairement pour le bien de l'humanité », considérant que l'actuel déploiement de missiles américains en Europe Orientale, dont ce tir symbolique était la réponse, révèle les « intentions hégémoniques de Washington ».

Manifestation de la minorité russophone à Tallinn, Estonie – avril 2007 : un mort, 150 blessés, 1100 arrestations...



Lors d'une conférence de presse au Kremlin quelques jours avant le G8, Vladimir Poutine déclarait : « Nous ne sommes pas les instigateurs de cette nouvelle phase de la course aux armements (...) Il est inutile de craindre les actes de la Russie: ils ne sont pas agressifs.

D'aucuns pourront s'étonner d'un tel éloge, fait à l'obscur ex-agent du KGB, à « l'homme d'appareil », au « méchant » espion tout droit sorti d'un film américain antisoviétique, au froid « dictateur impérialiste » que nous dépeignent nos médias, ... de la part d'un des leaders les plus charismatiques de la résistance anti-impérialiste mondiale.

Il est vrai que Vladimir Poutine présente un profil bien différent de celui de son prédécesseur Boris Eltsine, ce chouchou des américains qui consacra son mandat à brader les richesses de l'ex-Union Soviétique fraîchement détruite. Représentant d'une bourgeoisie plus nationaliste, Poutine réagit aujourd'hui aux multiples offensives lancées par l'impérialisme pour « reconquérir » l'immense marché russe, ce marché que l'URSS avait soustrait à l'emprise du Capital pendant près d'un siècle.

Ces offensives ont revêtu plusieurs formes depuis une dizaine d'années : Financement, armement et entraînement de « rebelles », notamment tchéchènes, préparation idéologique et logistique de « révolutions oranges » contre les pouvoirs « pro-russes » en Ukraine, en Serbie, en Géorgie, annexion par l'OTAN et par l'Union Européenne de la quasi-totalité des pays de l'ancien Pacte de Varsovie. Dernière offensive en date ; la réimplantation de bases anti-missiles en Pologne et en République Tchèque... Nombre d'observateurs voient dans ce processus le début d'une nouvelle guerre froide¹ contre les pays trop « indépendants », notamment l'El Dorado russe.

Ce sont de simples réactions aux actes unilatéraux, durs et injustifiés de nos partenaires, et ils visent à préserver l'équilibre des forces dans le monde. (...) Nos partenaires sont en train de truffer l'Europe orientale de nouvelles armes ; Que sommes-nous censés faire? Nous ne pouvons pas y assister passivement. (...) Il y a, de la part de certains acteurs internationaux, une volonté évidente de dicter leur volonté à tout le monde sans se conformer au droit international, Le droit international est remplacé par des considérations politiques. A nos yeux, cela ne diffère en rien d'un diktat, cela ne diffère en rien de l'impérialisme ».

Dans le jeu des résistances à l'hégémonie des Etats Unis, la Russie, qui participe d'ailleurs aujourd'hui activement au renforcement de la Défense vénézuélienne, constitue en elle même une pièce stratégique.

Frappé durement par la réinstallation du « capitalisme sauvage », le peuple russe montre en effet des signes objectifs de résistance nationale et sociale, étroitement liés à son expérience collective d'un autre mode de production au cours du vingtième siècle². Du côté de la forte minorité nationale russe en Estonie (environ 320 000 russophones sur une population de 1.3 millions d'habitants, dont plus de la moitié se sont vus refuser l'accession à la nationalité après l'indépendance en 1991), les revendications sociales et nationales se confondent souvent dans un pro-soviétisme qui se →

manifeste chaque année autour du 9 mai – anniversaire de la victoire de l'URSS sur le troisième Reich - (la plupart des russophones d'Estonie sont par exemple très fiers de leurs grands parents qui ont servi dans l'Armée Rouge contre les nazis).

Cette année, l'annonce de la démolition du monument d'honneur aux libérateurs soviétiques, à Tallinn la capitale, surenchérie par des contre-manifestations néo-nazies censées s'opposer aux manifestants russes qui s'y rendent traditionnellement³, s'est soldée en avril par la plus grave émeute depuis 1991, durement réprimée par la police, faisant un mort, 150 blessés et plus de 1100 arrestations de russophones (aucune de manifestant néonazi!).

La réaction russe contre le voisin balte prit une forme plus que surprenante...

Dès le lendemain et sur trois vagues successives jusqu'en mai, tous les sites Internet officiels des autorités estoniennes, des ministères, des banques, ont été attaqués par des millions de spams affichant de fausses lettres d'excuses du président estonien aux russophones, puis plus gravement par des saturations et des mises hors services contre lesquelles le gouvernement a dû appeler les autorités

européennes à la rescousse.

Les cyber-attaques de Hackers russes: Voilà peut être en ce début de vingt-et-unième siècle, une nouvelle forme de guérilla... face à laquelle le surarmement des superpuissances impérialistes, aussi démesuré soit-il, restera à jamais impuissant !

1- Parallèle intéressant (et peu connu !); c'est à l'implantation agressive de missiles US en Turquie, aux frontières de l'URSS, que cette dernière avait réagi en envoyant des missiles à Cuba en 1962... les Russes étaient déjà dénoncés à tort comme les premiers agresseurs à cette époque !

2- L'élection récente d'un maire communiste à Volgograd (ex-Stalingrad) en est un exemple frappant.

3- Rappelons qu'à l'inverse, le nationalisme des pays baltes, précoces fers de lance dans la lutte anti-soviétique, a connu une nouvelle jeunesse dans les années 1980, idéologiquement basé sur la contestation des « impérialistes » bolcheviks et l'hommage aux « libérateurs » nazis.

Présidentielles 2007 Retour en images sur notre campagne « tambour battant » !



Il est toujours très difficile d'affronter des adversaires disposant de tous les moyens d'information (d'intoxication) et s'employant jour après jour à forcer l'électorat au vote utile, à le formater au bipartisme, et ce six mois durant avant le premier tour.

La tâche, il est vrai, est titanesque vu l'étendue des territoires et les forces dont nous disposons. Malgré ce handicap, nous avons su mener la bataille des deux tours avec beaucoup d'énergie et de résolution.

Nous avons pu élargir notre terrain d'intervention militante: nos tractages de masse aux portes de Renault Douai, de la Française de Mécanique à

Douvrin ou sur les marchés de l'agglomération ont reçu bon accueil. Pas loin de 1000 affiches grand format de la Coord appelant au vote pour Marie-George Buffet ont été collées aux quatre coins de la métropole et même au-delà.

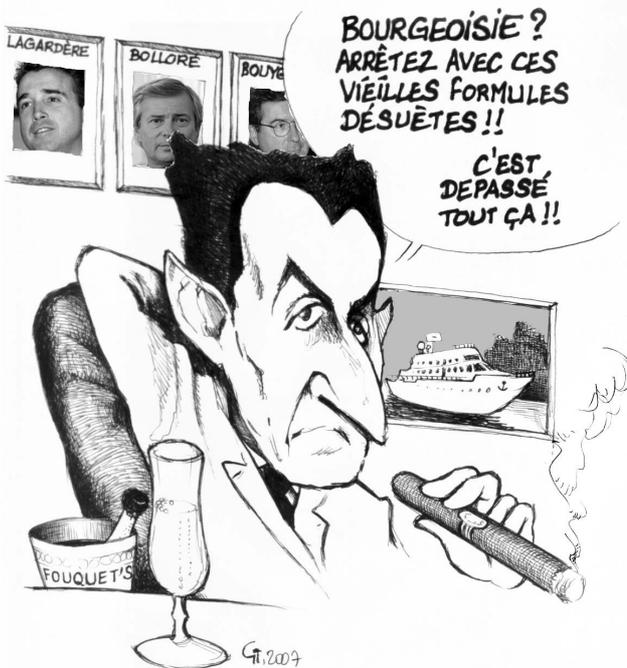
Ainsi, durant près de deux mois, nous avons tissé de nouveaux liens non seulement avec la population mais aussi avec d'autres forces militantes. Notre pratique unitaire a permis la tenue et la réussite d'un meeting commun avec le PCF à Wavrin.

Liberté Hebdo ainsi que des sites

Internet, comme celui de la cellule PCF de Wazemmes n'ont pas hésité à publier nos analyses.

Face aux responsabilités nouvelles et immenses tâches qui nous attendent, nous lançons cet appel à tous nos sympathisants et amis de fraîche date. Faites enfin le pas,...

... ADHEREZ A LA COORDINATION COMMUNISTE !



**ABONNEZ VOUS !
ABONNEZ VOS AMIS !**

trouvantiers

Journal de la Coordination Communiste 59-62

Abonnement 10 euros - 6 numéros
Chèque à l'ordre de la Coordination Communiste
BP 51, 59007 Lille CEDEX
coordcommuniste@numericable.fr

QUI SOMMES-NOUS ?

Nous sommes des militant-e-s agissant dans différents fronts (syndical, anti-impérialiste, anti-colonialiste, associatif,...) avec la conviction que nos luttes et nos revendications ne peuvent être complètement satisfaites dans ce système immonde qu'est le capitalisme. Il doit être renversé par la révolution, qui ouvrira la voie à une société débarrassée de l'exploitation; la société communiste. Pour nous aider dans ce combat, nous nous appuyons sur la théorie marxiste-léniniste.

Organisé-e-s depuis 1991 au sein du PCF en tant que groupe révolutionnaire opposé à la dérive réformiste de ce parti, nous avons rompu en 2000 avec le PCF et oeuvrons depuis à la reconstruction d'un parti communiste révolutionnaire.

Lisez nos analyses, participez à nos actions, consultez les anciens numéros de notre journal, informez-vous sur notre cycle de formation marxiste-léniniste (un cours par mois)... en consultant notre site :

<http://coordin.communiste.free.fr>